

Communiqué de presse

Fribourg, le 27 janvier 2016

Le service public – un facteur important pour la cohésion nationale

Hier soir, le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) et l'Association des Communes Suisses (ACS) ont organisé un débat sur le service public à Fribourg. Il en ressort clairement que le service public est un facteur important de cohésion nationale. Le service public doit être adapté en permanence, compte tenu des évolutions technologiques et des attentes de la clientèle. Dans ce contexte, l'initiative populaire « ProServicePublic » risque de nuire à la qualité des prestations fournies actuellement par le service public.

Le service public est un facteur important pour la cohésion nationale. En Suisse, chaque citoyen et chaque entreprise bénéficient des mêmes services de base, quelque soit leur emplacement. Cette particularité contribue fortement à l'égalité des chances. Ou comme le disait Charles Beer, président de Pro Helvetia, durant la conférence : « le service public est un synonyme d'avenir national qui se base sur les trois principes continuité, égalité et adaptabilité ». Les services publics, tels que la livraison du courrier, l'accès aux connexions numériques et la desserte par les transports publics, doivent être adaptés en permanence en raison des attentes de la clientèle et des développements technologiques. Au cours des années passées, les réformes politiques, menées au niveau fédéral, ont essayé de tenir compte de ces évolutions. Par rapport aux autres pays européens, la Suisse bénéficie de très hauts standards en matière de service universel. Ces standards doivent être maintenus, comme l'a souligné Thomas Egger, directeur du Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), lors de la conclusion de cette rencontre.

Le débat sur le service public sera l'un des thèmes majeurs des semaines et mois à venir. Le 5 juin 2016, le peuple suisse se prononcera, entre autres, sur l'initiative populaire « ProServicePublic ». Cette initiative a été lancée par des revues de consommateurs, dont « Bon à Savoir ». Lors des débats de mardi soir à Fribourg, Madame Zeynep Ersan Berdoz, directrice de la rédaction de « Bon à savoir » a présenté ses arguments en faveur de cette initiative. Elle a notamment critiqué Swisscom, les CFF et la Poste, en raison de leurs prix élevés, alors que la qualité des services serait en baisse. Les autres participants de la table ronde se sont opposés à cette argumentation. Mathieu Fleury, secrétaire général de la Fédération romande des consommateurs (FRC) a relevé que le texte de cette initiative était trompeur. Si l'initiative était acceptée, le service universel ne serait pas amélioré. Alain Carrupt, président de Syndicom, a ajouté que l'initiative pénalisait les salariés d'entreprises comme Swisscom, la Poste et les CFF. Ces employés doivent s'attendre à une nette baisse de leur salaire. Les syndicats s'opposent donc à cette initiative. Pour le Conseiller d'Etat et aux Etats Beat Vonlanthen, ce texte risque de nuire au service universel. Si l'initiative était acceptée, Swisscom ne pourrait plus

investir dans la construction de réseaux à haut débit. Certains projets, comme celui visant à équiper tout le canton avec la fibre optique, ne pourraient plus être réalisés. L'économie a besoin d'un service universel performant. Pour Cristina Gaggini, directrice romande d'Economiesuisse, les réformes du service universel vont dans la bonne direction. En revanche, l'initiative « ProServicePublic » risque de détériorer la situation actuelle et de tuer tout esprit d'innovation. Cet aspect a aussi été soulevé par Laure Athias de l'Idheap : « les entreprises doivent pouvoir faire un bénéfice. C'est un moyen de les inciter à être innovantes ». Les communes représentent les autorités les plus proches des citoyennes et des citoyens. Elles s'engagent donc pour un service public performant. C'est pour cela que l'ACS s'est jointe au le SAB pour conduire la campagne contre l'initiative « ProServicePublic », comme l'a indiqué Gustave Muheim, vice-président de l'ACS et syndic de Belmont-sur-Lausanne.

Pour de plus amples informations :

Thomas Egger, Directeur du SAB, 079 429 12 55

Reto Lindegger, Directeur de l'ACS, 078 768 94 32